



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 27 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BOUREAU**

Hameau Bellevue 52000 CHOIGNES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2022 dans l'établissement BOUREAU implanté Haut Chemin 52800 LANQUES SUR ROGNON. L'inspection a été annoncée le 28 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle. La dernière visite du site remonte à 2015.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUREAU
- Haut Chemin 52800 LANQUES SUR ROGNON
- Code AIOT : 0005700979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le site est implanté à 880 m à l'Ouest des premières habitations de Lanques-sur-Rognon, à 1,5 km du ruisseau du Véchet et à proximité du carrefour formé par les RD1 et RD230. La carrière a été autorisée par arrêté du 27/11/2015 sur une surface de 5 ha 95 a 70 ca pour une extraction de roche calcaire sur une surface de 5,2 ha. L'autorisation est accordée jusqu'au 27/11/2045 avec une production maximale annuelle de 50 000 t. L'extraction a été en 2022 de l'ordre de 3 000 t/an. La carrière était à l'arrêt lors de la visite. Aucune installation de traitement n'était présente sur le site. La SA Boureau, exploite 3 autres carrières en Haute-Marne (Choignes – Lanty-sur-Aube – Arc-en-Barrois). Les personnels et équipements de travail utilisés sur le site de Lanques-sur-Rognon sont affectés, hors exploitation de cette carrière, sur d'autres sites. L'entreprise Boureau, spécialisée dans l'exploitation de carrières et les travaux publics, emploie environ 45 personnes réparties sur les différents sites, bureaux et ateliers. La société constate, comme pour la majorité des sociétés du

secteur du BTP, une baisse des appels d'offres, et depuis la crise sanitaire ; les travaux routiers de grandes ampleurs sont rares. L'exploitant ne projette des investissements majeurs qu'à court ou moyen terme : achat de matériels neufs : crible, sautrelle, 2 pelles hydrauliques. Un dossier d'agrandissement du site de Lanty-sur-Aube va être déposé pour lequel des fouilles archéologiques sont prévues, nécessitant un investissement important pour la structure. Les derniers investissements ont été réalisés sur les carrières de Choignes et Lanty-sur-Aube (nouvelles installations de lavage et mélange de matériaux) afin de permettre d'augmenter la part de roche calcaire concassée en substitution aux matériaux alluvionnaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Information du public
- Plantation
- phasage
- Epaisseur d'extraction
- Remise en état
- Remblayage de la carrière
- Apport de matériaux extérieurs
- clôture et accès
- Eloignement des excavations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3	/	Sans objet
2	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 6	/	Sans objet
3	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 7	/	Sans objet
4	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 9.1	/	Sans objet
5	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.2	/	Sans objet
6	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.3	/	Sans objet
7	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.5	/	Sans objet
8	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 11	/	Sans objet
9	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 12	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été l'occasion de vérifier le suivi des prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré en 2015. Notamment le phasage, l'épaisseur d'extraction, la remise en état et l'apport de déchets extérieurs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, information du public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de maintenir en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau en entrée de site contient toutes les informations mentionnées dans l'arrêté d'autorisation : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Seul le plan n'est plus visible sur le panneau avec les intempéries. L'exploitant a indiqué le refaire lorsqu'il refera le plan d'exploitation fin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès le début de l'autorisation, une haie arborée et arbustive avec des essences locales sera mise en place le long de la limite Nord/Nord-Est. La plantation se fera sur 2 à 3 rangs en fonction des besoins, avec une densité de plantation d'un arbre tous les 5 m et, pour les arbustes, d'un plant tous les 2 m.
<b>Constats :</b> La plantation effectuée forme une haie de belle venue, constituée notamment d'essences locales comme l'Aubépine, le Prunellier, le Cornouiller, et l'Erable champêtre. Elle est formée de 2 ou 3 lignes de plantations selon la mortalité. La densité végétale rend l'accès au site difficile.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 2 joint au présent arrêté, doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.
<b>Constats :</b> Le site est exclusivement réservé aux chantiers locaux, or, depuis plusieurs années, l'exploitation du site est très fortement ralenti avec un déficit annuel de prélèvement très important. Le phasage s'en trouve donc décalé puisque selon le plan, il y aurait actuellement une demi-phase de retard. L'exploitant est conscient de ce retard et pense déposer un porter à connaissance dans les prochaine année pour modifier phasage et remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La profondeur maximale d'extraction est de 26 m (décapage et gisement massif). La cote minimale d'extraction à atteindre est de 374 m NGF.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan d'exploitation à jour de la carrière. La cote minimum NGF actuelle est de 383,53 m, soit une réserve de quasiment 10m de matériaux extractibles. La cote maximale d'extraction de 26 m n'est donc pas atteinte. Seule une partie du site, est au stade d'exploitation du 1 <sup>er</sup> gradin dans la zone correspondante à la phase 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients "...", les friches existantes seront conservées en état tout au long de l'exploitation et fauchées annuellement pour garder l'environnement ouvert, propice à la pie-grièche écorcheur.
<b>Constats :</b> La zone d'exploitation actuelle est partiellement remise en état, puisqu'encore en phase extraction. Le carreau est propre. Le front de taille est sain sans surplomb dangereux. Le pied de front de taille est protégé par des fosses créées par le positionnement de merlons, qui permettent de réceptionner d'éventuelles chutes de blocs. L'accès au carreau est rendu impossible à tous véhicules en dehors des périodes d'exploitation, puisque des enrochement sont disposés sur la rampe donnant accès à celui-ci. Un merlon périphérique est présent autour de la zone en exploitation. La remise en état actuelle correspond au stade d'avancement de l'exploitation prévue dans l'arrêté d'autorisation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. La quantité nécessaire pour le remblayage de la carrière est estimée à 260 760 m3, dont 148 260 m3 de remblais internes.
<b>Constats :</b> Les déchets extérieurs du site sont présents en faible quantité, et n'excèdent donc pas le volume prescrit dans l'arrêté d'autorisation. Il n'y a pas de risque d'instabilité des terrains relevé lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 10.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Apport de matériaux extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il n'y aura pas d'apport de déchets "..." lors de l'enquête annuelle sur les carrières menée par l'inspection. La définition de matériau inerte est celle fixée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le registre de suivi des déchets du site pour l'année en cours, mentionnant un seul apport de déchets extérieurs. L'exploitant a également transmis à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets afférents à cet apport. Tous deux mentionnent les informations nécessaires de traçabilité, nature de déchets (code déchet issu de la nomenclature), correspondant à l'autorisation délivrée à l'exploitant. <b>Observation :</b> L'identification du véhicule n'est pas présente sur le bordereau puisque le véhicule ayant transporté les déchets, provient du parc de la SA Boureau. L'exploitant est autorisé à ne remblayer qu'avec des déchets provenant de ses propres chantiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, clôture et accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Une barrière mobile , verrouillée en dehors des heures de travail, est mise en place au niveau de chaque accès. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> Une barrière est présente sur site, et fait son office. Elle est fermée à l'aide d'un cadenas. Une clôture de 8 rangs de barbelés rend le site difficilement accessible, mais permet le passage des animaux. Des panneaux indiquant la carrière / danger sont disposés sur le pourtour extérieur de la carrière ou sur la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2015, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eloignement des excavations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, ainsi que des fondations des pylônes de la ligne électrique afin de maintenir leur accès et leur intégrité.
<b>Constats :</b> La distance de 10 m réglementaire est bien effective. Aucun signe d'instabilité du terrain n'est actuellement visible
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet